

Acte mis en ligne le : 04/04/2024



Accusé de réception en préfecture  
044-214401093-20240404-2024SRC17-AR  
Date de télétransmission : 04/04/2024  
Date de réception préfecture : 04/04/2024

**ABROGATION D'UNE INTERDICTION D'ACCÈS**  
**Parking souterrain, 2 au 8 rue du Port Garnier et 13, rue Clermont**  
**À Nantes**

**MESURES DE POLICE**

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants,

**Vu** l'arrêté 2024SRC16 du 18 mars 2024 pris suite à l'effondrement partiel de la toiture du parking souterrain attenant aux immeubles d'habitation situés aux n° 2, 4, 6, 8 rue du Port-Garnier et 13, rue Clermont à Nantes,

**Considérant** la notice technique n°24.03.203N de l'Agence Régionale Etudes Structures du 21 mars 2024 indiquant que seul le parking Nord devra rester inaccessible,

**Considérant** en conséquence qu'il n'y a plus de risques pour la sécurité des utilisateurs d'une partie du parking,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

**ARRÊTE :**

**Article 1** - L'arrêté 2024SRC16 du 18 mars 2024 interdisant l'accès parking souterrain attenant aux immeubles d'habitation situés aux n° 2, 4, 6, 8 rue du Port-Garnier et 13, rue Clermont à Nantes **est abrogé**.

**Article 2** - Le présent arrêté sera notifié au syndic et fera l'objet d'une publication sous forme électronique sur le site internet metropole.nantes.fr

**Article 3** - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le **04 AVR. 2024**

P. BOLO,

L'Adjoint délégué,  
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le **04 AVR. 2024**

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par mail à [dpd@nantesmetropole.fr](mailto:dpd@nantesmetropole.fr) ou par voie postale à l'adresse suivante : Direction risques et protection des populations - Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.

2024SRC17